

# HORIZON INTERNATIONAL

**CUBA** **L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ** sous un chef communiste. Une tempête éclata au Cuba durant le mois d'avril. Un communiste notoire, Jean Marinello, fut nommé président de la Commission de l'Enseignement privé au Conseil national de l'Éducation et de la Culture. Peu auparavant, Marinello s'était mis à la tête d'un mouvement pour faire supprimer tous les centres d'enseignement privé, aussi bien religieux que laïques, et pour soumettre toutes les écoles du pays au monopole d'État. La présence de ce camarade à la tête de l'enseignement privé fut considérée comme une grave menace à la liberté d'enseignement, reconnue par la Constitution de 1901 et demeurée inviolable depuis lors.

Les protestations d'éclater aussitôt. Le 20 avril, environ deux mille pères de familles se réunirent pour envoyer au ministère de l'Éducation une protestation contre la « surveillance de personnes, manuels scolaires, horaires, locaux et méthodes pédagogiques » que l'on s'efforçait d'introduire en dépit de la Constitution. Le 28 avril, une délégation de représentants de l'enseignement privé se présenta chez le Ministre pour lui expliquer que la présence de Marinello à la présidence de cette commission « est aussi nuisible à la liberté d'enseignement que le serait la nomination d'un chef totalitaire (Hitler par exemple) à la tête d'une démocratie ».

**MEXIQUE** **POUR LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT.** La campagne pour faire modifier l'article 3 de la Constitution sur l'enseignement continue à prendre de plus en plus d'envergure. La Croisade nationale des Femmes vient d'envoyer une lettre au Président de la République où elle proteste contre la tyrannie sur l'enseignement créé par l'article 3. Le 27 avril eut lieu une manifestation de quinze mille personnes dans la ville même de Mexico, sous les auspices du Parti autonomiste national. On défila par les rues principales; on s'arrêta devant la Chambre des Députés, où les orateurs firent leurs discours. Joel Torres, président de la Confédération des Partis indépendants, déclara que « pour un gouvernement tel que celui du général Avila Camacho, c'était un outrage que de maintenir un communiste comme Sanchez Ponton à la tête de l'Éducation nationale. Jamais le drapeau tricolore ne pourra flotter librement, si on ne chasse pas du gouvernement Sanchez Ponton et Betancourt Pérez ».

**Antinazisme.** Dans son numéro du 17 mai, le grand hebdomadaire mexicain *Hoy* publie un long article du chef communiste Herman Laborde sur le socialisme nazi. On nous dit dans la présentation que Laborde s'est séparé de l'organisation qu'il dirigeait durant de nombreuses années à la suite de « circonstances intérieures du parti ». Plus tard, on nous avertit qu'il est « membre du parti communiste, et de la section 16 du syndicat des cheminots, affilié à la Confédération des Travailleurs mexicains ». En tous cas, son article respire le plus bel amour de l'URSS et une touchante candeur marxiste.

Laborde explique aux lecteurs de *Hoy* que Hitler, malgré ses affirmations, n'a rien d'un socialiste.

« On veut démontrer que Stalin et Hitler sont jumeaux, que la prétendue alliance (en réalité, uniquement

pacte de non-agression) entre l'URSS et l'Allemagne exprime une identification de principes et de régimes et que, si le gouvernement de Moscou est aussi exécration que celui de Berlin, il doit être détruit lui aussi.

« Au fond, Churchill et Hitler, Roosevelt, le Mikado et Mussolini savent aussi bien les uns que les autres que l'unique socialisme authentique se trouve dans l'URSS, et qu'il vaudrait mieux pour eux de s'entendre — si leurs contradictions interimpérialistes ne les en empêchaient point — pour pointer toutes leurs batteries unifiées contre le véritable ennemi qui est au Kremlin ».

Laborde est anti-naziste, c'est entendu. Hitler s'appuie sur la haute finance, il écrase aussi bien le prolétariat que les « petit-bourgeois ». Laborde estime que l'on peut difficilement trouver quelqu'un aujourd'hui pour nier « le caractère guerrier et déprédateur de l'impérialisme britannique ». L'Allemagne, puissance impérialiste et capitaliste, est en lutte contre les impérialismes rivaux (« démocratiques ») pour « étendre la domination des capitalistes allemands à tous les pays d'Europe et du monde ».

En somme, l'article de Laborde n'est que de la propagande communiste de type assez commun. Il acquiert une certaine importance du fait qu'il est imprimé par la revue la plus importante du Mexique.

**Nouvelle application de la doctrine de Monroe.** Dans ce même numéro de *Hoy*, un collaborateur anonyme publie en double page une grande carte d'Amérique sur laquelle ont été indiquées les « colonies » européennes. Une courte note explique que celles-ci constituent une menace pour la paix de l'Amérique et que, par conséquent, elles doivent être proclamées indépendantes. Elles sont: le Canada, les Honduras britanniques, les Guyanes, les Bermudes, la Jamaïque, les Antilles, les Iles Malvin et le Groenland.

« Si le continent américain devient le siège des droits humains, il est indispensable d'extirper tous les restes de colonialisme politique et économique dans ce continent ». De plus, « les Européens détiennent divers monopoles: le Danemark a le monopole du passage par le Groenland; l'Angleterre détient celui du sucre, du café, du cacao, du tabac, de la banane, du rhum et du coton; la France détient les mêmes, avec en plus ceux de l'or, de l'argent et du fer. Enfin, les Noirs, les Métis et les Indiens dans ces régions sont pratiquement des esclaves ». Une solution unique s'impose: toutes les colonies européennes dans le continent américain doivent être déclarées indépendantes.

Ce travail est présenté sans nom d'auteur. Il semble donc engager la direction même de la revue.

**ÉTATS-UNIS** **SERVICE DE PRESSE** pour l'Amérique latine. Le 2 mai 1941 parut le premier numéro de *Noticias Católicas*, préparé par le *National Catholic Welfare Conference* pour les journaux catholiques d'Amérique du Sud. Celui qui en est chargé est un jeune catholique du Salvador, fondateur de l'hebdomadaire catholique d'Amérique Centrale *Criterio* et du bulletin de nouvelles publié en espagnol par le bureau des Lettres de Rome sous le titre de *Sda*. Le nouveau service donne des nouvelles de tout l'univers. Ses informations vaticanes sont particulièrement excellentes.

## COLOMBIE

### SOLIDARITÉ AMÉRICAINE.

L'éditeur de *Revista Javeriana*, le P. Francisco Javier Gonzalez, S.J., étudie dans le numéro d'avril de sa revue, les obstacles principaux qu'il faudrait arriver à surmonter avant d'établir une solidarité américaine qu'il désire, d'ailleurs, de tout son cœur. Il relève brièvement quelques plaintes malheureusement trop familières sur l'exploitation économique des paysans et des mineurs colombiens par le capitalisme étranger. L'ensemble de son article a surtout trait à la propagande protestante dans l'Amérique du Sud. Pour plus d'efficacité, il met ses griefs dans la bouche de Mgr Francis K. Kelly, auteur d'un livre célèbre sur le Mexique.

« Messieurs du septième jour, j'ai eu la curiosité de feuilleter *El Centinela*, *la Senal de los Tiempos*, *El Atalaya*, *El Mensajero de la Verdad*, et je suis stupéfait de voir combien de dollars américains sont dépensés à répandre cette culture.

« La majorité des habitants de ce pays considère vos sueurs comme l'assaut le plus direct à l'unité nationale, car elles préparent dans un avenir lointain une lutte sur le terrain religieux, le plus terrible de tous. Ils savent qu'en 1929 le Président du Pérou interdit dans les écoles et collèges de son pays l'enseignement d'une religion qui ne serait pas professée par la majorité des citoyens, afin d'éviter l'effondrement de la patrie.

« Vous n'arrivez pas à convaincre les simples qui n'ont pas les éléments suffisants pour se faire une opinion, vous les achetez. Les Colombiens regardent votre philanthropie comme une agression ploutocratique destinée à mettre le pays en pièces dans ce que sa conscience nationale a de plus sacré... »

« Enfin, ne publiez pas, pour attendre les bienfaiteurs généreux de vos missions, des choses offensantes aux habitants de Colombie... » Il cite alors une phrase de M. Symes de la *Worldwide Evangelization Crusade*: « La Colombie est le pays le moins évangélisé de l'Amérique du Sud: six millions de Colombiens n'ont pas encore entendu parler de l'Évangile ».

Il faut un minimum d'ouverture d'esprit pour comprendre les réactions de peuples qui ont des traditions individuelles dont ils sont fiers. Pour créer des contacts de solidarité entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, l'œuvre des « missionnaires » protestants semble être aussi peu efficace que celle des représentants de grandes compagnies industrielles ou commerciales.

**Théosophie.** En même temps que le protestantisme, peut-être encore plus que lui, la théosophie se répand en Colombie. La même revue nous apprend que trente centres de ce mouvement fonctionnent régulièrement dans le pays. Les « missionnaires » de la nouvelle doctrine prétendent qu'il n'y a pas d'opposition entre elle et l'Église catholique. Le théosophisme colombien dispose de plusieurs revues et imprime d'innombrables tracts.

## ESPAGNE

### CONCORDAT avec le Saint-Siège.

Le 19 mai 1941, d'après une dépêche de l'*Associated Press*, le ministre espagnol des Affaires étrangères annonça que l'entente avec le Saint-Siège au sujet de la nomination des évêques aux sièges laissés vacants depuis les événements de 1936 était un fait virtuellement accompli. Le paragraphe important se lit comme suit:

« Les nominations du général Franco seraient faites en tenant compte de l'avis des autorités ecclésiastiques, et seraient sujettes à l'approbation du Saint-Siège ».

La dépêche est trop imprécise pour que l'on puisse en tirer grand'chose, sinon que les négociations sont arrivées à bon terme, après deux ans de lenteurs. Et cela nous suffit. Depuis 1936, on savait que le Gouvernement du général Franco avait le plus vif désir de travailler à la restauration religieuse de l'Espagne. Le fait que tant de sièges épiscopaux restaient vacants depuis 1936 nous avait inquiété (voir **RELATIONS**, janvier 1941), car nous nous demandions si, parmi les vieilles traditions que Franco comptait ressusciter, il y avait aussi celle d'une ingérence indue de l'État dans la nomination — par conséquent dans l'action — des évêques. Les derniers vestiges d'un ancien césaropapisme si néfaste pour l'Église et les pays où il était implanté avaient été déracinés par Pie XI dans tous les concordats qu'il avait signés. Il fait bon de penser que dans l'Europe continentale, aujourd'hui prosternée, il y aura au moins un petit îlot — la péninsule ibérique — où l'action de l'Église pourra s'exercer sans entraves.

**Campagnes de presse.** De temps à autre, depuis environ un an ou plus, on voit paraître des communiqués de presse pour dire que le gouvernement espagnol est prêt à collaborer avec le national-socialisme en vue d'une attaque sur Gibraltar et de la fermeture du détroit. Il est assurément possible qu'un jour ou l'autre Hitler exerce un tel chantage sur Franco et que celui-ci ne puisse résister que très difficilement. De là à conclure à une volonté de collaboration entre les deux chefs d'État, il y a loin. Dans l'intervalle, les Espagnols s'irritent considérablement de ces rumeurs, comme de celles qui prétendent faire de l'*hispanidad* une sorte de racisme de type allemand.

## POLOGNE

### LA DISPERSION des Polonais dans le monde.

Le ministre du Travail du Gouvernement polonais, Jan Stanczyk, publia récemment un rapport sur l'émigration polonaise. Quand les Allemands pénétrèrent en Roumanie, il y avait en ce pays 4,000 militaires internés et 4,000 civils. Les Allemands dépêchèrent les militaires dans les camps d'Allemagne. Mille cinq cents civils rentrèrent en Pologne; la Croix Rouge aida les autres durant quelque temps, mais cela devint bientôt impossible. Il resterait encore 1,300 réfugiés polonais en Roumanie. En Hongrie, il y a environ 6,000 militaires internés et 3,000 civils. On les aida longtemps grâce à diverses organisations; on ouvrit des écoles pour les enfants. Il est très difficile aujourd'hui de leur faire parvenir des secours. Il y avait environ 1,000 réfugiés en Yougoslavie, dont la moitié purent être évacués depuis lors. Il y en a 100 en Turquie, 50 en Grèce, 500 à Chypre, 3,000 en Palestine. Environ 1,000 attendent au Portugal la possibilité de s'embarquer. En Afrique du Nord se trouvent 320 mères et enfants évacués de Roumanie, 480 autres, surtout Juifs, réfugiés de Hollande et de Belgique. En France non occupée restèrent environ 15,000 militaires et civils. Les militaires furent internés, de même environ 1,500 civils. Le Gouvernement polonais a fait de gros efforts pour subvenir aux nécessités les plus urgentes de ces malheureux. « Le Gouvernement polonais ne peut rien faire pour aider ceux qui sont en Sibérie et au Kazakhstan. Leur sort terrible doit être porté à la connaissance du monde entier. Il faut éveiller la conscience des peuples civilisés, en premier lieu des citoyens des États-Unis qui doivent trouver les moyens de faire parvenir des secours à ces nombreuses victimes qui meurent peu à peu ».